



Un vent nouveau souffle sur l'ABL

Marilyne Jallad

Salim G. Sfeir a pris ses fonctions à un moment crucial de la vie économique du Liban. Les banques supportent un lourd fardeau qu'elles n'ont pas généré. Le déficit public abyssal, la déconfiture des entreprises, l'expansion du chômage et la grogne populaire. Tout cela se résume au final par un problème financier qu'il faut pouvoir gérer pour permettre au pays de traverser la tempête. C'est en toute transparence et simplicité que le nouveau président de l'ABL a accordé une interview à Econews.

Vous avez pris la tête de l'ABL en pleine tempête. Quel est le défi que vous vous êtes fixé ?

Mon objectif personnel est de servir mon pays. La responsabilité d'être à la tête de l'Association des banques du Liban n'est pas un défi personnel, c'est un devoir qui m'a été confié et je l'ai accepté en tant que tel. J'espère que je ne décevrai pas ceux qui m'ont donné leur confiance.

Il n'échappe toutefois à personne que l'économie libanaise, en raison de nos querelles intestines et de la gestion laxiste du secteur public qui en résulte, se trouve face à un défi majeur, ce que les agences de notation ont d'ailleurs récemment souligné. Il est donc du devoir de ceux qui peuvent contribuer à assainir la situation de participer à l'effort commun.

Pour mieux expliquer mon engagement je dirai que j'ai la profonde conviction que le Liban est d'une grande importance autant pour les pays du Moyen-Orient que pour l'Occident.

Quel est le rôle spécifique du secteur bancaire dans l'économie ?

Le rôle du secteur bancaire est de première importance. Les banques sont le cœur de l'économie. Ce rôle est d'autant plus important au Liban vu que les



"Salim G. Sfeir, président de l'Association des banques, à son bureau au Centre-ville."

banques ont pris une part importante dans la reconstruction du pays et le financement de l'État.

Quel rôle peut jouer l'ABL dans la relance de l'économie ?

L'ABL a un rôle primordial à jouer parce que le développement du secteur privé et des institutions économiques de l'État sont aussi financés par le secteur bancaire. Leur développement dépend de la capacité des banques à canaliser l'épargne qui permet de subvenir à leurs besoins. De plus, nous sommes aussi les financiers des individus et des familles pour l'achat de leurs appartements et maisons ainsi que de leurs besoins personnels.

La production est très sensible aux taux d'intérêts. Quand pourrions-nous obtenir des taux d'intérêt réels compétitifs ?

Le Liban passe actuellement par

une phase que je me permets d'appeler « institutionnalisation du secteur étatique » dont le système de gestion est devenu populiste. Ceci a coûté à l'État beaucoup de dépenses inutiles et notre dette actuelle est devenue assez lourde par rapport au produit national brut. Les agences de notation internationales ont donc tiré la sonnette d'alarme ainsi que la Banque mondiale. Il est officiellement demandé à l'État de mettre de l'eau dans son vin et de s'organiser selon des critères internationaux pour arrêter le gaspillage, l'emploi désorganisé et non productif, le non-paiement des taxes douanières ainsi que la facture électrique dont les conséquences ont fait que les taux d'intérêts actuels ont haussé substantiellement. L'État a pris ces considérations au sérieux à tous les niveaux. Nous souhaitons donc tous, en tant que banques et



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان

organisations économiques, que les rentrées de l'État deviennent régulières et suffisantes pour couvrir les dépenses publiques dans le respect du budget agréé. Toutes ces défaillances ont créé un manque de confiance sur le marché national et international dont la conséquence a mené à une hausse drastique des taux d'intérêts. Et, afin que tout rentre dans l'ordre, il s'agit de remédier à ces irrégularités, condition sine-quantone pour que les taux d'intérêts redeviennent raisonnables.

On dit que le secteur bancaire a une dimension plus importante que l'économie du pays. Serait-il à la dimension de la diaspora ?

La diaspora a certainement une part des dépôts placés dans notre pays. Mais la dimension du secteur bancaire est surtout une fonction de la richesse des Libanais résidents.

Êtes-vous confiant ?

Nous Libanais, nous sommes confiants de nature. Fiers de notre histoire. Il est de notre devoir de remettre le Liban d'aujourd'hui à nos enfants tel que nous souhaitons qu'il soit.

Or, le moment par lequel passe le pays est extrêmement délicat et nous avons atteint un instant de vérité : notre économie est en train de rétrograder, quoiqu'une lueur d'espoir existe à condition d'agir de manière immédiate et responsable.

Le problème auquel fait face actuellement notre économie est double : un secteur privé stagnant, un taux d'intérêt élevé et des dépenses publiques irrationnelles. Pour inverser la donne, il faut revitaliser le secteur privé en stimulant les investissements dans les secteurs de production tout en réduisant les taux d'intérêts à des niveaux fonctionnels.



Salim G. Sfar, un homme toujours dans l'action.

Le Liban est une économie libre où le secteur privé est le principal moteur de l'économie et, en ce moment, le secteur bancaire est appelé à créer le dynamisme nécessaire à la relance dans le pays.



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان



**RENEW YOUR MEMBERSHIP
AT LIBANPOST**